COMPTE RENDU DU COMITE TECHNIQUE LOCAL (CTL) DU 28 JUIN 2022

Ce CTL fut présidé par Jean-Yves MAY, directeur régional par intérim jusqu'au 4 juillet, date d'arrivée de Laurent GARNIER, futur-ex DDFIP de Charente-Maritime et nouveau titulaire du poste.

Les 4 organisations syndicales (OS) ont lu à tour de rôle une déclaration liminaire. Celle de Solidaires est jointe à ce compte-rendu.

Voilà ce qu'il faut retenir de ce CTL :

Rapport d'activité 2021 de la DRFIP

La Direction considère que ce rapport de 24 pages est factuel, quand, pour les OS, il s'agit d'un exercice d'autopromotion bien loin de la réalité des services. Bon, ce rapport étant principalement destiné à des lecteurs externes, le but n'est bien sûr pas de lister tout ce qui a foiré…
On vous épargnera donc son contenu.

Nous aurons tout de même été d'accord sur un point : le rapport souligne en préambule « la compétence et l'engagement des agents et cadres de la DRFIP ».
Si en 2021, le bateau n'a pas coulé, c'est bien en effet exclusivement grâce aux personnels de la DRFIP67, qui ont tenu à exercer au mieux leur mission de service public malgré les démantèlements des structures et les suppressions de postes. Ces résultats ont été obtenus dans la douleur, et nous estimons que les agents sont bien mal récompensés de leur engagement sans faille!

Présentation du plan de continuité d'activité (PCA)

La demande de mise en œuvre d'un nouveau PCA émane de l'administration centrale, qui a fourni la trame de ce document aux directions locales. Le but ? se préparer au mieux à d'éventuels évènements pouvant rendre indisponibles des bâtiments ou des agents, et donc perturber le fonctionnement des services (pandémie, bien sûr, mais pas que). Il s'agissait donc d'évaluer, pour chaque mission, l'impact d'une interruption en fonction de sa durée, et de définir les tâches prioritaires et le nombre d'agents à mobiliser pour les réaliser.
Nous ne rentrerons pas ici dans les détails de ce document de 55 pages dont on espère ne pas avoir à se servir …

Résultats de l'observatoire interne

Si si, rappelez-vous, ce sondage que vous recevez tous les ans sur votre boîte courriel, par lequel vous êtes censés pouvoir vous exprimer sur votre travail (contenu, encadrement, qualité, avenir...)
Une seule chose pour nous à retenir de ces résultats, le taux de participation : 39 % au niveau national, 36 % au niveau local.

Pour le dire autrement , 64 % d'entre-nous, n'ont pas jugé utile de participer à cette consultation. D'où l'intérêt tout relatif de discuter sur des chiffres aussi peu significatifs…
En revanche, il nous paraît important de questionner ce taux de participation faiblichon ; nous avons rappelé à la Direction qu'un abstentionniste envoie aussi un message. Et celui-ci est peu équivoque : de nombreux agents estiment que cela ne sert absolument plus à rien de s'exprimer puisque cela n'infléchit pas les réformes en cours. Peut-on leur donner tort ?

Point sur l'élaboration du contrat d'objectifs et de moyens (COM)

Les orientations stratégiques de la DGFIP pour les prochaines années vont prendre la forme d'un Contrat d'Objectif et de Moyen (petit nom : COM)

Pour l'élaborer, la DG a décidé, dans un premier temps, de consulter les agents en lançant le fameux « remue-méninge ».(Si vous voulez savoir tout le mal qu'on en pense, relisez l'édito de notre dernier Stir' publié en juin 2022).
Selon la Direction locale, il s'agit d'un « recensement de bonnes idées » , mais aussi des « récriminations », et M May nous a assuré que « on fera remonter même si c'est négatif ». Certes… Alors que le NRP bat son plein, des pistes de réflexions ont été proposées aux agents, telles que : A*vez-vous des préoccupations à exprimer sur l'organisation territoriale ?* ou *Quelles sont les fragilités de la DGFIP et comment y remédier ?* Si ce n'est pas de la provoc', ça y ressemble furieusement…

Pour nous, encore une fois, il convient avant tout de s'interroger sur le taux de participation locale: au 20 juin, 2 réponses individuelles en format libre, 9 contributions collectives, et surtout, 108 questionnaires retournés… dont 78 vides ! Sur une Direction de 1300 agents, ça sent quand même la débâcle… Comment s'en étonner quand les revendications des agents et leur mobilisation face aux restructurations ont systématiquement été balayées d'un revers de manche pendant toutes ces dernières années ?? Pour beaucoup de collègues, cette consultation n'est donc qu'un leurre pour faire passer un projet déjà bouclé, la Direction locale doit l'entendre.

Questions diverses

* des nouvelles de l'antenne SIE à Forbach : les missions à transférer sont maintenant définies. Il s'agit de la gestion des AVISIR et de la gestion des locaux CFE (avec exploitation du questionnaire d'accueil). Pas évident, pourtant, de travailler à distance sur un bâti que l'on ne connaît pas… Réponse de la Direction : « on peut imaginer qu'ils finiront par connaître le tissu fiscal du Bas-Rhin, puisqu'ils ne travailleront que pour nous ». Si tout était toujours aussi simple !

* la situation de la Trésorerie Hospitalière de Bischwiller, en sous-effectif alors qu'elle doit faire face à un accroissement de la charge de travail, a été rappelée, ainsi qu'il l'a déjà été fait lors du CHSCT du 22 juin dernier. Le problème ayant été évoqué dans toutes les instances et étant connu à tous les niveaux, il faut maintenant que la Direction agisse. Nous nous en assurerons.

Si vous souhaitez plus de précisions sur les points évoqués ci-dessus, n'hésitez pas à contacter les représentants Solidaires qui ont participé à ce CTL :

Florian BENAD
Candice VINCKEL
Myriam HALBWAX
Alain SCHMIDT